

UN LIBRARY  
UN/SA COLLECTION  
OCT 19 1994

NATIONS UNIES



# CONSEIL DE SÉCURITÉ

## DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE

**2557<sup>e</sup>** SÉANCE : 7 SEPTEMBRE 1984

NEW YORK

---

### TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2557) .....	1
Adoption de l'ordre du jour .....	1
Lettre, en date du 4 septembre 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16731) .....	1

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

## 2557<sup>e</sup> SÉANCE

Tenue à New York le vendredi 7 septembre 1984, à 15 heures.

*Président* : M. Elleck Kufakunesu MASHINGAIDZE  
(Zimbabwe).

*Présents* : Les représentants des Etats suivants : Australie, Burkina Faso, Chine, Danemark, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Madagascar, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques.

### Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2557)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 4 septembre 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16731).

*La séance est ouverte à 16 h 10.*

### Adoption de l'ordre du jour

*L'ordre du jour est adopté.*

**Lettre, en date du 4 septembre 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16731)**

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil se réunit aujourd'hui pour examiner la requête contenue dans la lettre, en date du 4 septembre 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua [S/16731]. Le premier orateur est le représentant du Nicaragua.

2. M. CHAMORRO MORA (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Le 1<sup>er</sup> septembre, dans le village de Santa Clara, dans le département de Nueva Segovia, quatre enfants étaient en train de ramasser des fruits dans les champs pendant que leur mère préparait la nourriture pour un centre d'entraînement. Soudain, trois petits avions et un hélicoptère sont descendus du ciel, effrayant les enfants. Ces enfants ont couru vers les maisons pour se protéger

sans savoir que ces structures étaient la cible d'une bande terroriste qui a ouvert le feu sur l'école, tuant les enfants et un ouvrier chargé de l'entretien des locaux, blessant en même temps deux femmes.

3. Chaque père sait ce que signifie la mort d'un enfant, mais pour le Nicaragua, ces morts sont particulièrement douloureuses car elles font partie de la tristesse continue dans laquelle nos mères, nos pères, nos frères et nos sœurs vivent depuis quatre ans. Au cours de cette période, plusieurs milliers de Nicaraguayens ont été victimes d'attaques terroristes menées depuis l'extérieur; pour une petite nation d'environ trois millions d'habitants, c'est un chiffre véritablement tragique.

4. De même que nous pleurons la mort de nos propres habitants, en cette occasion et pour la première fois, deux familles américaines pleurent elles aussi la mort de deux de leurs fils sur le sol nicaraguayen. C'est une situation qui nous attriste et nous inquiète car nous ne voulons pas que les Nicaraguayens et les Américains meurent sur le sol du Nicaragua à cause de la politique irréfléchie du Gouvernement Reagan dont le résultat logique, si cette guerre insensée et non secrète devait se poursuivre, serait la mort d'autres citoyens des deux pays. En même temps que nous déplorons la mort de nos citoyens, nous regrettons également que deux citoyens américains aient perdu la vie dans la même attaque.

5. Notre Ministre des relations extérieures a appelé les parents des Américains morts et a offert notre assistance pour retourner les corps, invitant les parents des victimes à aller les chercher au Nicaragua. Les familles ont remercié le ministre d'Escoto Brockmann de cette information car les seules nouvelles qu'elles avaient reçues auparavant leur étaient parvenues par les médias américains. Par la suite, nous avons appris que le Département d'Etat est en train de faire pression sur M. Parker, le père de l'un des défunts, lui disant qu'en raison de notre intransigeance dans la négociation, il faudrait peut-être attendre plusieurs semaines, alors que ce sont eux qui ne voulaient pas reconnaître qu'il s'agissait de citoyens de leur pays et que ce sont eux qui, inutilement, retardent les formalités de retour des corps.

6. Il y a exactement cinq mois et quatre jours, entre le 30 mars et le 4 avril, que nous avons eu recours à ce

Conseil, organe chargé de la paix et de la sécurité internationales. Nous avons alors dénoncé la guerre aéro-navale, y compris le minage de nos ports, que le Gouvernement américain était en train de réaliser contre notre pays et contre notre révolution, en ayant recours à la Central Intelligence Agency (CIA) et à ses propres mercenaires.

7. Nous avons alors dénoncé devant les membres de la communauté internationale et devant les membres du Conseil le fait que des citoyens américains, membres de la CIA et des forces armées américaines participaient directement à ces actes criminels, en violation du droit international. Nous avons mis l'accent sur le terrorisme d'Etat qui est la politique officielle du Gouvernement américain actuel en Amérique centrale et, plus particulièrement, contre le Nicaragua, en signalant que l'on convertissait d'autres pays de la région en porte-avions des forces armées américaines afin de mener une guerre dite secrète, ce qui représentait de graves dangers pour la stabilité de la région et nous plaçait au bord d'une guerre régionale.

8. Je me souviens qu'en cette occasion, Mme Kirkpatrick et d'autres membres de sa délégation se sont dérobés avec cynisme à toutes nos accusations et ont même opposé leur veto à un projet de résolution présenté par le Nicaragua [S/16463]. Ce projet de résolution bénéficiait de 13 voix pour et une abstention et il demandait essentiellement qu'il soit permis au Nicaragua d'exercer pleinement son autodétermination, que sa souveraineté et son indépendance nationales soient respectées et que cesse le blocus de ses ports.

9. Au sujet de ce débat [2525<sup>e</sup> et 2527<sup>e</sup> à 2529<sup>e</sup> séances], des dénonciations qui y ont été prononcées, au sujet de son déroulement et de son dénouement, et au sujet des nombreuses déclarations faites par des Membres de l'Organisation des Nations Unies contenant l'expression de leur préoccupation et de leur étonnement, il est important de rappeler que deux jours plus tard le Gouvernement américain, contredisant les déclarations faites par ses représentants extraordinaires et plénipotentiaires devant le Conseil, a reconnu publiquement qu'il participait directement au minage de nos ports en utilisant des navires amiraux d'où partaient des vedettes Pirañas ayant à bord des spécialistes de la CIA, ce que nous avons précisément dénoncé au cours du débat au Conseil. Le Gouvernement américain a également reconnu que son personnel participait directement aux attaques contre les dépôts de carburants dans le port nicaraguayen de Corinto, en utilisant des vedettes Pirañas et, à la suite de ces attaques, nous avons dû évacuer 25 000 habitants de ce port.

10. Je crois qu'il est important de rappeler à la communauté internationale, avant de me référer aux faits qui nous ont obligés à demander à nouveau une réunion du Conseil, que cinq jours seulement après la fin dudit débat, mon gouvernement a décidé de présenter une accusation contre

les Etats-Unis d'Amérique devant la Cour internationale de Justice pour traiter des violations du droit international que représentaient la politique criminelle de terrorisme d'Etat et les agressions qui sont lancées systématiquement contre la révolution populaire sandiniste.

11. Il est important de rappeler qu'à l'époque, les Etats-Unis qui, historiquement se sont proclamés eux-mêmes défenseurs du droit international et qui ont eu recours à la Cour internationale de Justice lorsque cela convenait à leurs intérêts, ont déclaré ne pas reconnaître la juridiction de la Cour en la matière pendant une période de deux ans, s'efforçant ainsi de se dérober à notre juste dénonciation et, par conséquent, à la politique de vérité et de légalité qui caractérise notre révolution. De son côté, Mme Kirkpatrick a non seulement mis en doute le caractère apolitique et impartial de la Cour, la comparant à l'Assemblée générale, mais elle a également mis en doute les normes internationales qui sont en vigueur et qui interdisent le recours à la force et préconisent la non-intervention.

12. Il est également important de rappeler qu'ayant demandé à l'époque à la Cour internationale de Justice, étant donné la gravité du cas, d'appliquer des mesures provisoires, celles-ci ont été publiées dans son ordonnance du 10 mai 1984. Je vais citer les paragraphes 1 et 2 de cette ordonnance énonçant les mesures tendant à ce que :

“Les Etats-Unis mettent immédiatement fin à toute action ayant pour effet de restreindre, de bloquer ou de rendre périlleuses l'entrée ou la sortie des ports nicaraguayens, en particulier par la pose de mines, et s'abstiennent désormais de toute action semblable.”

“Le droit à la souveraineté et à l'indépendance politique que possède la République du Nicaragua, comme tout autre Etat de la région et du monde, soit pleinement respecté et ne soit compromis d'aucune manière par des activités militaires et paramilitaires qui sont interdites par les principes du droit international, notamment par le principe que les Etats s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, et par le principe relatif au devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, consacrés par la Charte des Nations Unies et la Charte de l'Organisation des Etats américains.”<sup>1</sup>

13. Par la suite, le Gouvernement des Etats-Unis déclarait cyniquement une fois encore qu'à cette date il ne commettait aucun acte contraire aux recommandations de la Cour internationale.

14. J'ai voulu faire ces observations préliminaires, qui font, peut-on dire, partie de l'histoire récente, parce que, au lieu de cesser, les agressions se sont poursuivies sous

diverses formes, notamment au cours des trois premiers mois de cette année, qui ont motivé notre dernier appel lancé au Conseil de sécurité.

15. Il n'est pas dans nos intentions, à cette occasion, d'insister sur les différentes formes que prend la guerre secrète de la CIA, que nous avons déjà dénoncées longuement pendant les débats du mois de mars dernier, encore que toutes soient constamment marquées du sceau de la CIA. En revanche, nous tenons à souligner la présence directe des Etats-Unis, qui revêt différentes formes et manifestations et qui a entraîné ces derniers jours la destruction d'un avion C-47 et d'un hélicoptère UH-500D, causant la mort de deux citoyens américains.

16. Nous sommes particulièrement inquiets de constater que de plus en plus de citoyens américains, mercenaires de la CIA, participent à une guerre qui n'est plus secrète contre mon pays. Au cours des quatre dernières années, nous avons alerté et la communauté internationale... et le Gouvernement et le peuple américains des conséquences de cette participation accrue.

17. Nous sommes certains que les membres du Conseil se souviennent que dès le début de l'année il y a eu toute une série d'incursions aériennes dans notre pays, au cours desquelles des citoyens américains et honduriens ont perdu la vie. On se rappellera que, le 10 janvier, un hélicoptère américain, qui faisait une incursion dans la zone nicaraguayenne de Jalapa s'est écrasé en territoire hondurien causant la mort du mercenaire américain Jeffrey Waft. Ensuite, le 8 mai, à l'intérieur de notre territoire, près du port de Potosí, un hélicoptère américain de type UH-1D appartenant aux forces aériennes honduriennes, qui venait de l'île Del Tigre, au Honduras, a été abattu, entraînant la mort de 8 soldats de l'armée de ce pays.

18. Aujourd'hui, nous sommes ici pour dénoncer deux nouveaux incidents. Le 27 août un avion américain C-47 a fait une incursion dans notre territoire à partir de la base d'El Aguacate, située dans le département hondurien d'Olancho, ce qui a entraîné la mort de 8 mercenaires, dont le pilote Anastasio Somoza Portocarrero, lieutenant-colonel de l'ancienne garde somoziste, assassin connu de notre peuple et mercenaire au service de la CIA, mais bien entendu considéré par le Président Reagan comme un "combattant de la liberté".

19. Le plus récent incident, au cours duquel deux citoyens américains sont morts, a eu lieu le samedi 1<sup>er</sup> septembre, lorsqu'un hélicoptère UH-500D et trois avions Push and Pull ont pénétré au-dessus de notre territoire en formation tactique de combat et ont attaqué l'école du service militaire patriotique à Santa Clara, département de Nueva Segovia. Ces avions de combat ont tiré entre 12 et 16 roquettes contre l'école avant que l'hélicoptère soit abattu.

20. Qui sont les Nicaraguayens tués qui s'ajoutent à la longue liste de héros et de martyrs de notre patrie, et que faisaient-ils ? Cette fois, il s'agissait de quatre enfants et d'un ouvrier du bâtiment qui ramassaient des fruits ainsi que de deux femmes qui ont été blessés alors qu'elles se livraient dans l'école à des activités civiles.

21. Qui sont les Américains et que faisaient-ils ? Pendant que le Gouvernement Reagan réfléchit avant de répondre à cette question, son peuple et ses journalistes nous fournissent la réponse.

22. Dana Parker et James Powell ne sont pas de simples citoyens américains, comme voudraient nous le faire croire le Président Reagan et ses porte-parole, essayant ainsi de se dérober à toute responsabilité dans cette action et cherchant cyniquement à rejeter la responsabilité de ces morts sur le Congrès des Etats-Unis parce qu'il a réduit les fonds destinés à la CIA.

23. Deux simples citoyens américains peuvent-ils voyager en toute impunité au Honduras ? Nous nous souvenons du groupe de religieuses américaines qui voulaient se rendre les premiers mois de cette année au Honduras pour organiser une veille religieuse à la frontière nicaraguayenne. Lorsque l'avion commercial qui les transportait a atterri il a été entouré par des militaires honduriens qui les a obligées à quitter immédiatement le pays.

24. Deux simples citoyens américains peuvent-ils avoir des contacts avec leur ambassade à Tegucigalpa ? Là encore nous avons en mémoire ces mêmes religieuses qui, entourées par des militaires honduriens à l'aéroport, ont demandé à prendre contact avec les représentants américains qui, bien que se trouvant à ce moment-là à l'aéroport, ont refusé de les aider.

25. Que savait le Gouvernement américain des activités de six mercenaires américains opérant à partir du Honduras à la fin du mois d'août 1984, et quand et comment a-t-il reçu ces informations ? Que savait le Gouvernement américain des activités d'un groupe qui se fait lui-même appeler "Civilian-Military Assistance," et quand et comment a-t-il reçu ces informations ? Pourquoi le Gouvernement américain qui, prétendument, faisait enquêter sur ce groupe depuis avril 1984, n'a-t-il rien fait pour empêcher que ce groupe ou ses membres ne violent les lois américaines ? Pourquoi, notamment, n'a-t-il entrepris aucune procédure judiciaire en vertu de l'article 960, du titre 18 du Code fédéral des Etats-Unis ? Comment le Gouvernement américain peut-il justifier des poursuites contre des personnes qui participent à des activités militaires illégales contre la Dominique et Haïti quand il ferme les yeux sur ceux qui participent à des actes analogues contre le Nicaragua ? Quels contacts le Gouvernement américain a-t-il eus avec l'un quelconque de six mercenaires ? Quand ces contacts ont-ils eu lieu ? Quels contacts le Gouvernement

américain a-t-il eus avec le groupe "Civilian-Military Assistance", et quand ces contacts ont-ils eu lieu ?

26. Quels contacts le Gouvernement américain a-t-il eus avec Tom Posey et quand ces contacts ont-ils eu lieu ? Le Gouvernement américain a-t-il aidé Posey à prendre contact avec les forces militaires du Honduras ou à réaliser son voyage au Honduras en janvier dernier ?

27. Le Gouvernement américain était-il au courant de la présence de mercenaires au Honduras avant l'attaque de Santa Clara ? Quand et comment en a-t-il été informé ? Le Gouvernement américain a-t-il l'intention d'indemniser le Nicaragua pour la mort de quatre enfants, causée par l'attaque à laquelle participaient des mercenaires américains ?

28. Deux simples citoyens américains peuvent-ils entrer dans les bases militaires américaines du Honduras et, en outre, entraîner les mercenaires aux techniques de vol et de combat ? Le Gouvernement américain savait-il que les mercenaires fournissaient un entraînement militaire sur une base aérienne, celle de Jamastrán, construite par les forces militaires américaines ? Quand et comment en a-t-il été informé ? Deux simples citoyens américains peuvent-ils utiliser des avions ou des hélicoptères de la CIA sans l'assentiment du personnel de renseignement américain de la base ? Doivent-ils avoir sur eux des cartes de navigation aérienne sur lesquelles figuraient deux plans de vol : l'un de la base El Aguacate, construite par l'armée américaine en territoire hondurien, en direction de Las Vegas et l'autre qui indique la direction à suivre à partir de Toncontin jusqu'à Jamastrán et depuis cette base, également construite par les Etats-Unis, vers Santa Clara sur notre territoire ? Je signale qu'une photo de cette carte, ainsi qu'un exemplaire de la carte de vol, ont été communiqués aux membres du Conseil. Le Gouvernement des Etats-Unis savait-il que deux mercenaires pilotaient un hélicoptère de la CIA ? Quand et comment en a-t-il été informé ?

29. Seuls des citoyens américains étroitement liés à la CIA peuvent entrer dans les locaux et utiliser les services établis par la CIA au Honduras comme tête de pont des actes d'agression contre le Nicaragua. Comme l'a dit le Ministre des relations extérieures de mon pays, M. Miguel d'Escoto Brockmann, aucune opération ne peut être engagée contre des objectifs militaires ou économiques de mon pays sans l'autorisation directe de la CIA.

30. Nous sommes également préoccupés de constater qu'en violation des lois américaines on recrute des mercenaires en faisant paraître des annonces dans des revues américaines et qu'il existe des groupes tels que celui appelé "Civilian-Military Assistance" qui, en toute impunité, portent des armes, entraînent des soldats et, en outre, participent à des combats avec "les combattants de la

liberté" du président Reagan. Il est important de se rappeler qu'il y a deux jour le *New York Times* citait un article d'une revue américaine, selon lequel un mercenaire américain se serait vanté d'avoir personnellement assassiné 43 citoyens nicaraguayens en territoire nicaraguayen. Nous sommes préoccupés de voir que ce groupe a déclaré publiquement — et cela représente un grave danger pour la paix en Amérique centrale — qu'il y a plus de 1 000 mercenaires américains prêts à se lancer ou déjà engagés dans une action de ce type.

31. De même, il est clair pour tous, et les photos que nous avons distribuées aux membres du Conseil le montrent bien, qu'aussi bien l'avion C-47 que l'hélicoptère UH-500D sont de fabrication et de provenance américaines et que l'hélicoptère avait à bord du matériel d'artillerie, et que cet avion et cet hélicoptère ont commencé leur mission de combat à partir d'aéroports construits par les Etats-Unis en territoire hondurien. Il est important de se demander si les mercenaires ont piloté leurs propres avions depuis la Nouvelle-Orléans jusqu'au Honduras. S'il en est ainsi, ne devaient-ils pas remettre un plan de vol aux forces aériennes américaines ? Quelles raisons ont-ils données pour expliquer ce voyage ? S'ils ont fait l'objet d'une enquête du Federal Bureau of Investigation depuis le mois d'avril 1984, comme l'a fait savoir la presse, comment ont-ils été traités par les services d'immigration lorsqu'ils ont quitté la Nouvelle-Orléans ? Qui les a reçus au Honduras ? Les mercenaires n'avaient-ils pas besoin de licence pour exporter des armes au Honduras ?

32. Nous espérons que ces questions et d'autres encore recevront une réponse du Gouvernement américain soit par l'intermédiaire du Département d'Etat soit par l'intermédiaire de la Mission des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, car même les membres du Congrès américain, les médias et les citoyens cherchent des réponses pour éviter une plus grande effusion de sang au Nicaragua, quelle que soit l'origine des victimes. Pour permettre au Département d'Etat et à la Mission des Etats-Unis de répondre plus facilement à ces questions et à d'autres, je vais citer textuellement des articles extraits de plusieurs journaux américains :

Le *Daily News* de New York publiait le 6 septembre 1984, sous la signature de Barbara Rehm :

"On apprend de sources émanant du Congrès que la Central Intelligence Agency savait qu'un groupe paramilitaire américain envoyait des hommes au Nicaragua mais qu'elle n'a pris aucune mesure pour arrêter les volontaires, dont deux ont péri lors d'une attaque aérienne contre des rebelles."

Le *New York Times* du 6 septembre publiait, sous la signature de Philip Taubman :

“Deux Américains qui ont prêté leur assistance à des rebelles nicaraguayens ont dit aujourd’hui — “que les ambassades des Etats-Unis au Honduras et en El Salvador les avaient aidés dans leurs efforts pour fournir du matériel militaire à des forces anticommunistes en Amérique centrale.”

Le *Boston Globe* et le *Washington Post* du 6 septembre 1984, sous la signature de George Lardner, Jr. :

“Le Département du Trésor avait octroyé une licence de vente d’armes à feu à (Tom) Posey. Il a ainsi formulé sa demande : ‘J’ai l’intention d’acheter des armes et du matériel militaire pour les envoyer en El Salvador avec l’autorisation de ce gouvernement’.”

33. S’il souhaite vraiment faire une enquête sur l’identité des mercenaires et sur les liens avec la CIA — et ce afin de veiller ainsi à l’application des lois américaines — le Département d’Etat pourrait se pencher sur bien d’autres articles pour essayer d’examiner sérieusement les accusations portées contre lui dans la presse américaine.

34. La dernière fois que nous nous sommes adressés au Conseil de sécurité, la représentante des Etats-Unis, Mme Kirkpatrick, dans un moment de lucidité, a déclaré :

“Le Conseil doit maintenant être bien au fait de la teneur de la plainte nicaraguayenne, cet organe en ayant été saisi, d’une manière ou d’une autre, en quelque six occasions au cours des deux dernières années. Les détails changent, mais le fond de la plainte reste essentiellement le même” [voir 2525<sup>e</sup> séance, par. 73].

35. Pour la première fois, la représentante des Etats-Unis a dit quelque chose de vrai à propos du Nicaragua. Il est bien entendu que les détails changent dans la mesure où le gouvernement Reagan et sa CIA cherchent de nouvelles méthodes pour mener leur agression contre le Nicaragua : la constitution de forces de mercenaires, le minage des ports, la guerre aéronavale, la destruction d’objectifs civils et économiques et, maintenant, les attaques aériennes que favorise la CIA. Mais comme elle le dit elle-même dans cette déclaration que je viens de rappeler, la teneur de la plainte est essentiellement la même : c’est le terrorisme d’Etat pratiqué par le gouvernement Reagan dans le seul but de renverser notre gouvernement et d’empêcher ainsi le développement politique, économique et social du peuple du Nicaragua et de tous les peuples d’Amérique centrale.

36. Cette politique officielle — le terrorisme d’Etat — concrétisée par les actions menées par la CIA et par ses mercenaires se manifeste également par la présence militaire directe le long des côtes et sur les territoires d’Amérique centrale, et par des manœuvres militaires effectuées de manière permanente dans les eaux et sur le continent

d’Amérique centrale et par la construction de bases et d’autres installations militaires en Amérique centrale.

37. La présence militaire américaine en Amérique centrale aggrave les tensions dans la région et fait obstacle à la recherche d’une solution politique négociée, et je voudrais citer, par conséquent, quelques faits à ce sujet. Nous faisons distribuer en ce moment, en tant que document officiel du Conseil, un résumé de ces informations [S/16744, annexe].

38. En premier lieu, pour ce qui est des activités navales, les Etats-Unis d’Amérique se sont livrés, ces derniers mois, aux manœuvres suivantes : les patrouilles dans le golfe, exécutées du 30 mai au 6 juin, avec la participation de deux bâtiments de guerre, cela dans le but présumé de détecter des activités de trafic d’armes vers El Salvador; les manœuvres aéronavales exécutées par le porte-avions CV-67 *John F. Kennedy* et son groupe d’assaut du 15 au 23 juillet dans les eaux territoriales du Nicaragua, dans l’Atlantique; et les manœuvres exécutées par le groupe de bâtiments de surface, au large des côtes de l’Amérique centrale. De même, nous ne pouvons manquer de mentionner le nombre important de bâtiments de guerre américains qui patrouillent constamment les eaux de l’Amérique centrale et, en particulier, celles du Nicaragua.

39. En deuxième lieu, pour ce qui est des activités aériennes, entre avril et août, c’est-à-dire sur une période de cinq mois, on a compté 231 vols de reconnaissance, qui sont en réalité des vols d’espionnage, au-dessus du territoire nicaraguayen, de la part de l’aviation américaine, ce qui fait une moyenne de 1,5 vol par jour.

40. En troisième lieu, pour ce qui est des manœuvres et exercices militaires, on peut citer les manœuvres “Relámpago II”, auxquelles ont pris part des troupes américaines et honduriennes; les manœuvres “Granadero I” signalées auparavant au Conseil, qui ont été menées en deux phases avec la participation de 6 500 soldats américains, salvadoriens et honduriens; l’“Opération Lempira”, qui s’est également déroulée en deux phases et à laquelle ont pris part 1 500 soldats américains et honduriens, et, enfin, nous assisterons bientôt aux manœuvres “Ahuas Tara III”, à la fin de 1984 ou au début de 1985. Voilà qui démontre que, de manière permanente et depuis le début de 1984 pratiquement, les Etats-Unis exécutent des manœuvres sur le sol centraméricain, soit de grande envergure soit en petits groupes, et que ces manœuvres ne servent qu’à accroître les tensions dans la région et à rendre plus difficile toute possibilité de solution politique.

41. En quatrième lieu, la présence militaire américaine en Amérique centrale s’élève actuellement à 1 400 soldats américains stationnés en permanence dans 7 bases américaines et engagés une vaste gamme d’activités. Mais ce

chiffre pourrait éventuellement passer à 2 000 dans les prochains jours.

42. De même, il est notoire et intéressant que la présence militaire en Amérique centrale, et au Honduras particulièrement, a été assurée, de façon constante, à un niveau élevé. Je voudrais mentionner la présence du général John Basey, chef de l'état-major interarmes des Etats-Unis, du général Wallace H. Nutting, chef du commandement des opérations de logistique de McDill (Floride), du général John A. Wickman, chef d'état-major de l'armée des Etats-Unis, et du général Paul Gorman, chef du commandement Sud des Etats-Unis au Panama, et qui s'est rendu dans ce pays à plusieurs reprises.

43. Notre peuple, notre gouvernement ont vécu dans leur chair propre la présence militaire américaine dans les territoires et les eaux de l'Amérique centrale, pendant ces dernières trois années et demie. Qu'a signifié pour notre peuple cette présence croissante des Etats-Unis ? Elle a représenté la mort de plus de 7 391 des meilleurs de nos fils — c'est-à-dire qu'en moyenne, chaque année plus de 2 266 Nicaraguayens ont été assassinés. Elle a représenté une perte de plus de 2 275 millions de cordobas pour le secteur de la production, l'infrastructure et le secteur social. Le Commandant de la Révolution, Daniel Ortega Saavedra, Coordonateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale, a déclaré, lors de la cérémonie commémorant le cinquième anniversaire de la Révolution populaire sandiniste, que :

“Le pourcentage des victimes nicaraguayennes au cours des trois années et demie d'agression impérialiste est de 0,3 p. 100 de la population, alors que le pourcentage de victimes américaines au cours des huit années et demie de politique d'aventurisme criminelle et démente contre le peuple héroïque du Viet Nam et contre son propre peuple a été de 0,1 p. 100.”

44. Notre peuple et notre gouvernement ont vécu dans leur propre chair les ravages et les souffrances d'une dynastie sanguinaire, création des Etats-Unis d'Amérique, qui est restée au pouvoir pendant 45 ans grâce aux Etats-Unis, et durant cette période, près de 200 000 Nicaraguayens ont été assassinés. Pendant la dernière phase de la guerre de libération, de septembre 1978 à juillet 1979 seulement, 50 000 Nicaraguayens ont perdu la vie, cinq de nos villes principales ont été partiellement détruites et notre secteur de production a fortement souffert.

45. Par conséquent, en raison même de son héroïsme, de sa ténacité et de ses souffrances, notre peuple aime la paix, recherche la paix et lutte pour la paix. Le Nicaragua est un pays qui construit des logements pour la paix, qui éduque son peuple pour la paix, qui établit des programmes de santé pour la paix, qui développe la culture populaire pour la paix, qui chante la paix, qui lutte dans ses

montagnes pour maintenir et défendre cette paix à laquelle son peuple aspire tellement et pour laquelle il a versé tellement de sang.

46. Que nos ennemis et nos agresseurs ne s'y trompent pas, car ce n'est pas en nous faisant la guerre qu'ils nous imposeront la paix. Ils sèmeront peut-être la destruction chez nous mais ils ne nous vaincront jamais; nous saurons reconquérir la paix dans nos campagnes et dans nos montagnes, sans ménager ni notre temps ni nos sacrifices. Il est par conséquent nécessaire que la communauté internationale et le Conseil de sécurité prennent des mesures concrètes et préventives pour maintenir la paix. Il n'est pas possible que M. Reagan essaie d'imposer sa volonté sans se soucier de la clameur universelle de ceux qui aspirent à la paix et sans tenir compte du coût que représente cette politique pour son propre peuple et pour les autres peuples épris de paix.

47. Malheureusement, le panorama centraméricain est sombre et les solutions politiques semblent de plus en plus difficiles. On ne peut, comme les Etats-Unis en ont l'habitude, vivre constamment en appliquant un système de deux poids deux mesures dans la politique quotidienne. On ne peut ni ne doit appuyer les négociations multilatérales et les entretiens bilatéraux qui se déroulent actuellement, tout en menant une guerre ouverte et en faisant tout pour intensifier l'agression; il faut être sérieux et responsable.

48. Des porte-parole haut placés du Gouvernement américain, y compris le Président Reagan lui-même, le Secrétaire d'Etat Shultz et Mme Kirkpatrick, continuent à proférer des menaces contre la Révolution populaire sandiniste et le Gouvernement de reconstruction nationale. Leurs déclarations qui, cliniquement, pourraient être considérées comme le résultat de réflexes paranoïaques, nous annoncent la destruction et la mort à court terme et s'efforcent de faire obstacle au processus institutionnel que réalise la Révolution dans le seul but de nous isoler sur le plan international et de préparer les conditions politiques de cette invasion qu'ils souhaitent tant.

49. Il y a deux mois à peine, le Président Reagan, ressasant sa rhétorique anti-communiste lors de la cérémonie relative aux villes captives, en a profité pour prendre mon pays à parti et l'accuser d'être un fantôme de l'Union soviétique. En même temps, il a fait l'éloge de ses “combattants de la liberté”, qui ne sont rien moins que les mercenaires de la CIA. Plus récemment, différentes personnalités officielles des Etats-Unis, dont le Président lui-même, n'ont pas voulu, à plusieurs reprises, écarter la possibilité d'une intervention directe en Amérique centrale et au Nicaragua si certaines conditions devaient le justifier, et parmi celles-ci, notamment, l'intervention constante dont ils nous accusent sans cesse dans la guerre civile qui se livre en El Salvador.



50. A l'heure actuelle, devant les échecs militaires de leurs mercenaires, et comme pour leur remonter le moral en distrayant nos forces pour alléger les pressions qu'elles font subir à ces mercenaires, la CIA a recours à de nouvelles tactiques de lutte, avec la présence de mercenaires américains, essayant ainsi de maintenir leurs troupes actives et prêtes au combat. Le but de ces tactiques est de retarder, par ricochet, le processus électoral et de convertir ces forces en une armée de mercenaires en cas d'invasion, en les entraînant et en leur fournissant du matériel militaire. Je répète qu'ils le font sans se soucier réellement de ce que cela coûte à leur propre peuple et en songeant aux conséquences de leurs actes que du point de vue électoral.

51. De même, les mentions du Nicaragua contenues dans le programme républicain approuvé récemment et que je vais citer, sont extrêmement préoccupantes car elles augurent d'un avenir encore plus sombre et plus dangereux pour mon pays. Je cite textuellement :

“A l'heure actuelle, la démocratie dans tout cet hémisphère est attaquée. Le Nicaragua marxiste menace non seulement le Costa Rica et le Honduras, mais également El Salvador et le Guatemala. Le régime sandiniste est en train de mettre sur pied la plus grande force militaire de l'Amérique centrale en important du matériel soviétique et des conseillers du bloc de l'Est et de l'OLP, ainsi que des milliers de mercenaires cubains. Le Gouvernement sandiniste adopte avec de plus en plus d'impudence le marxisme-léninisme. Il a systématiquement persécuté les institutions libres, y compris les synagogues, les écoles, le secteur privé, la presse libre, les minorités, ainsi que des familles et des tribus à travers tout le Nicaragua. Nous sommes en faveur de la continuation de l'aide aux combattants de la liberté nicaraguayens. On ne peut permettre que le Nicaragua continue d'être un sanctuaire.”

52. Avant de poursuivre, je voudrais rappeler que lors d'un débat antérieur du Conseil de sécurité, j'ai invité Mme Kirkpatrick à visiter le Nicaragua quand elle le voudrait, invitation que je lui renouvelle aujourd'hui. Elle pourrait ainsi, en bonne fonctionnaire du Gouvernement républicain, se rendre compte par elle-même qu'au Nicaragua nous ne persécutons personne et que, peut-être, on accuse le Nicaragua de certaines des choses que l'on voit dans les rues de New York ou de pratiquer le traitement réservé aux Noirs comme citoyens de second ordre.

53. Le danger de la guerre plane sur l'Amérique centrale. Ses conséquences, son coût et son dénouement sont difficiles à prévoir. Il est peut-être facile de prédire où une telle guerre commencera, car nous savons tous qui est l'agresseur et qui est la victime, mais il est plus difficile de dire où et comment cette guerre se terminera. Nous pensons qu'il est important de démasquer publiquement l'unique coupable de la situation de tension et de guerre

qui règne aujourd'hui en Amérique centrale et de dire que ce sont les Etats-Unis, et eux seuls, qui, par leur politique d'agression et de guerre, empêchent de trouver une solution politique aux problèmes de l'Amérique centrale.

54. De ce point de vue là, je tiens, au nom de mon gouvernement, à déclarer catégoriquement que le Nicaragua n'est pas et ne sera jamais une menace pour la sécurité d'aucun Etat d'Amérique centrale, et encore moins pour la sécurité des Etats-Unis. Qu'ils ne craignent rien, nous n'allons pas envahir le Colorado, comme l'annonce un film qui passe en ce moment dans les salles de cinéma aux Etats-Unis. Bien au contraire, ce sont les Etats-Unis qui sont une menace réelle pour la sécurité de la République populaire sandiniste qu'ils s'efforcent ouvertement de détruire dans une guerre d'agression.

55. Nous sommes en présence d'une situation extrêmement grave qui, à n'importe quel moment, pourrait déclencher une véritable conflagration régionale. Nous devons agir avec détermination, nous en avons la responsabilité.

56. Avant de terminer, Monsieur le Président, et bien que ma délégation ait déjà eu l'honneur de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois, je voudrais, personnellement, vous dire que je suis certain que votre habileté politique et vos origines révolutionnaires feront que vous mènerez à très bon terme les travaux du Conseil durant ce mois. Par ailleurs, j'aimerais féliciter M. Bassolé, du Burkina Faso, pour le travail qu'il a réalisé le mois dernier. Nous n'en attendions pas moins de lui.

57. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le représentant des Etats-Unis souhaite exercer son droit de réponse. Je lui donne la parole.

58. M. SORZANO (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai suivi avec la plus grande attention la déclaration du représentant du Nicaragua que nous venons d'entendre. Je tiens à dire que les Etats-Unis rejettent la description qu'il a faite de notre rôle dans la région. Nous notons cependant que c'est la septième fois que le régime sandiniste essaie d'utiliser cette instance non pas comme le prévoit la Charte pour résoudre les problèmes les plus pressants concernant la paix et la sécurité dans le monde, mais comme instrument de sa propre propagande.

59. Nous notons également avec intérêt que ce n'est pas la première fois que le Nicaragua saisit le Conseil comme il le fait aujourd'hui, quel que soit le prétexte invoqué, alors que des instances plus appropriées, et en particulier celles du processus de Contadora, sont sur le point de trouver des solutions aux graves problèmes de la région, solutions qui pourraient bien, dois-je ajouter, obliger le Gouvernement nicaraguayen à renouveler son engage-

ment de promouvoir un système démocratique de gouvernement, comme il en avait fait la promesse solennelle au monde et à son propre peuple.

60. Les Etats-Unis, en ce qui les concerne, ont œuvré et continuent d'œuvrer avec diligence au nom de solutions diplomatiques et politiques en Amérique centrale. Notamment, nous déployons une activité diplomatique dans le contexte du processus Contadora. Hier encore, des conversations générales de haut niveau ont eu lieu à Manzanillo, au Mexique, entre le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua, M. Tinoco, et l'Envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Amérique centrale, M. Shlaudeman. Ces rencontres entre le Nicaragua et mon gouvernement soulignent l'importance que nous accordons aux négociations Contadora en tant que moyen de résoudre la crise en Amérique centrale. Beaucoup espéraient et pensaient que le travail du Groupe Contadora avait commencé à porter ses fruits malgré l'intransigeance du Nicaragua sur nombre de 21 objectifs de Contadora, y compris la réduction des armes et du personnel militaire, l'élimination des conseillers militaires et des soldats étrangers, la cessation de l'appui à la subversion, des moyens efficaces de vérification et de contrôle, ainsi que des mesures de démocratisation.

61. Cependant, les accusations injustifiées des sandinistes quant à une agression de la part de mon gouvernement et des gouvernements voisins d'Amérique centrale me portent à conclure que leur façon, qui n'est que trop habituelle, de recourir au Conseil de sécurité à des étapes cruciales du processus de négociation reflète la tactique sandiniste qui est de détourner une fois de plus l'attention de leur peu d'empressement à négocier de bonne foi et à régler leurs problèmes avec leurs voisins d'Amérique centrale. Ces dernières années, le Nicaragua a eu recours au Conseil de sécurité pour détourner l'attention des véritables problèmes de la région et pour saper le processus de Contadora qu'ils prétendent appuyer. Comme d'habitude, les sandinistes cherchent à déformer la réalité.

62. Les Etats-Unis n'ont pas envoyé de personnel au Nicaragua pour déstabiliser le régime. Par ailleurs, nous sommes au courant de la présence de nombreux conseillers militaires cubains et libyens au Nicaragua, et il est possible que certains d'entre eux aient participé à des activités militaires, comme l'a affirmé récemment le colonel Kadhafi. Le dirigeant libyen a déclaré qu'il avait envoyé des troupes et des armes au Nicaragua pour aider le Gouvernement sandiniste à lutter contre les Etats-Unis sur son propre terrain. La participation militaire libyenne au Nicaragua n'est pas nouvelle, comme l'avait prouvé clairement la fourniture clandestine d'équipement militaire au Nicaragua l'an dernier et qui avait été interceptée au Brésil.

63. La présence de personnel libyen, tout comme celle de personnel militaire du bloc soviétique, de l'Organisation

de libération de la Palestine (OLP), basque, ou autre personnel militaire étranger préoccupe sérieusement les Etats-Unis et les autres pays de l'Amérique centrale. Un objectif central du processus Contadora est précisément de veiller à ce que ce personnel militaire étranger quitte l'Amérique centrale. Alors que le colonel Kadhafi se vante d'une présence militaire libyenne au Nicaragua et que nous assistons à un accroissement extraordinaire de la puissance militaire du Nicaragua, nos inquiétudes quant à la véritable nature du régime sandiniste et quant à la menace qu'il représente pour ses voisins sont une fois de plus justifiées. Le Ministre sandiniste Tomás Borge a récemment loué la "solidarité sans frontière" de la Libye, écho de l'objectif sandiniste bien connu de "révolution sans frontières".

64. Le Nicaragua est appuyé par d'autres pays également. Outre les Libyens, à peu près 9 000 Cubains se trouvent à l'heure actuelle au Nicaragua, parmi lesquels 3 000 font partie du personnel militaire et de sécurité auprès des forces armées nicaraguayennes et des organisations de sécurité nationale et des services secrets, de l'état-major aux simples soldats. L'intensification rapide de la force militaire du Nicaragua depuis 1979 n'aurait pas été possible sans la présence des conseillers militaires cubains et sans les fournitures massives d'armes et d'équipement de l'Union soviétique. Des conseillers militaires et civils de l'Union soviétique, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Hongrie, de la Libye et de la République démocratique allemande opèrent également au Nicaragua. Ils ont pour mission, semble-t-il, de construire un appareil politique contrôlé par les Sandinistes et d'amener les forces militaires et de sécurité du Nicaragua à un niveau sans précédent. Les officiers et les représentants des groupes subversifs et de guérilla de tout le reste de l'Amérique latine ainsi que du Moyen-Orient et de l'Afrique ont une importance cruciale pour le système d'appui du Nicaragua à la subversion en Amérique centrale. Il s'agit de l'OLP, des Montoneros d'Argentine, du Mouvement de la gauche révolutionnaire du Chili, du Mouvement sépariste basque "Patrie et liberté" en Espagne et des Tupamaros d'Uruguay.

65. En cherchant un appui à leur révolution chancelante, les dirigeants du Nicaragua ont été amenés à se livrer à d'autres activités méprisables. Des accusations officielles ont permis de traduire en justice de hautes personnalités du Nicaragua qui ont été impliquées dans le trafic international des stupéfiants. Sans aucun doute, le besoin désespéré d'assistance financière et le désir du Nicaragua de fomenter l'instabilité en fournissant des armes aux groupes de guérilla latino-américains sont des motifs suffisants pour pousser le régime à participer au trafic international illégal des stupéfiants.

66. Tandis qu'il accuse d'autres de se livrer à des activités mercenaires, le régime du Nicaragua lui-même, pour des raisons purement mercenaires, se livre au trafic inter-

national illégal des stupéfiants. Ainsi, le 17 juillet, le Gouvernement des Etats-Unis a porté plainte officiellement auprès du Tribunal du district de la Floride du sud, à Miami, accusant un ressortissant du Nicaragua, qui n'est pas n'importe qui — Frederico Vaughn, un assistant du Ministre de l'intérieur sandiniste Borge —, ainsi deux Colombiens, de possession de cocaïne avec intention d'en distribuer et d'en importer.

67. Et ce n'est pas tout. Le Nicaragua, tout en essayant de convaincre le Conseil qu'il est en état de siège du fait des prétendues activités de mon pays, refuse de rendre justice à son peuple et d'instaurer la démocratie. Un représentant des Indiens Mosquitos a récemment lancé un appel à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies pour dénoncer l'extermination systématique des ethnies indiennes au Nicaragua — j'en parle à cause des remarques, apparemment spontanées, de mon collègue du Nicaragua à propos des conditions dans la ville de New York.

68. Le Révérend Silvio Diaz Thompson, dans un discours qu'il a prononcé à la Commission à Genève, le 13 mars 1984, a énuméré toute une série de violations des droits de l'homme commises par le régime sandiniste depuis son accession au pouvoir au Nicaragua en 1979 contre des groupes minoritaires indiens, tels que les Masquitos, les Sumos, les Ramas et les Créoles. Il a fourni des exemples de massacres, de tortures, d'exécutions sommaires, de viols, de travaux forcés, de personnes disparues, d'exodes massifs vers les pays voisins — Honduras et Costa Rica —, d'incendies d'églises et de maisons, et de cas de persécution religieuse. Le 5 janvier 1984, quelque 200 soldats sandinistes ont traversé la frontière du Honduras, se sont rendus dans les communautés de Kiwastara et Soumlaya, où ils ont attaqué, violé et massacré les 28 familles Mosquitos qui y vivaient en réfugiés depuis 1981. Diaz Thompson a déclaré que Carmelo Vargas, qui a survécu au massacre, avait reconnu le dirigeant sandiniste qui avait mené l'attaque, Sonder Escobar, et que le Gouvernement du Nicaragua était entièrement responsable.

69. Après beaucoup d'indécision et de tergiversations, le Gouvernement du Nicaragua a, bien entendu, annoncé que des élections auraient lieu le 4 novembre. La direction du Front sandiniste de libération nationale a toutefois déclaré qu'il ne s'agirait pas d'élections "bourgeoises" et qu'elles ne serviraient qu'à "ratifier" la révolution. En conséquence, le Gouvernement du Nicaragua a essayé d'empêcher l'opposition d'accéder à la presse et d'organiser des rallies.

70. Mais le Conseil n'a pas besoin de notre déclaration ni de nos impressions sur les élections qui vont se dérouler au Nicaragua. Voyons ce qu'a déclaré à ce sujet un dirigeant sandiniste lui-même, M. Bayardo Arce. Dans l'édition du *Miami Herald* du 8 août, on rapporte les observa-

tions de Bayardo Arce au cours d'une réunion qui a eu lieu à la mi-mai avec le Comité central du Parti socialiste du Nicaragua. D'après le *Herald*, Arce a taxé les élections qui vont se dérouler au Nicaragua de "génantes" et a déclaré qu'elles n'auraient pas été prévues sans la pression des Etats-Unis. Arce a ajouté qu'une victoire sandiniste aux élections entraînerait la promulgation d'une "constitution rouge" et peut-être même la disparition de la "façade de pluralisme politique" et la création du "parti de la révolution, le parti unique". Le commandant Bayardo Arce a posé la question théorique de savoir pourquoi les communistes devraient porter des étiquettes différentes puisque, de toute façon, c'est grâce à la stratégie du front sandiniste que l'on arrivera à créer un socialisme réel et concret.

71. Etant donné ce qu'est le Gouvernement du Nicaragua et ce qu'il cherche à faire, personne n'est surpris de voir que tant de monde s'y oppose. C'est bien naturel. Une partie de l'opposition est nationale, tandis que l'autre se trouve à l'extérieur du pays. Apparemment, certains citoyens américains en font partie à titre privé. Mais les deux parties aux conflits en Amérique centrale ont toujours eu coutume de demander et d'obtenir l'assistance de groupes américains privés. Les guérilleros d'El Salvador et le Gouvernement du Nicaragua ont eux-mêmes lancé un appel, par l'intermédiaire des représentants des Etats-Unis, en faveur d'une aide privée américaine. Il n'y a aucun chiffre permettant de se faire une idée du montant total de cette assistance, mais on a tout de même estimé qu'il s'agit de millions de dollars.

72. Certains Américains travaillent également pour le Gouvernement sandiniste. D'après un article de Dan Williams, dans le *Los Angeles Times* du 27 août dernier, 700 Américains ou plus travaillent au Nicaragua pour aider le Gouvernement sandiniste et certains occupent des positions élevées au sein du régime. Ils font partie d'une brigade importante d'étrangers sympathisant avec les sandinistes et sont connus comme "internationalistes". Certains sont volontaires et certains sont payés. Mais il n'en reste pas moins que ni El Salvador ni le Honduras ne se sont jamais présentés au Conseil pour venir se plaindre des activités de volontaires non gouvernementaux. Seul le Nicaragua utilise le Conseil à cet effet.

73. Je voudrais conclure en déclarant une fois encore que les Etats-Unis n'essaient pas de renverser le Gouvernement sandiniste. Nos relations avec le Nicaragua se sont détériorées parce qu'au lieu de respecter leurs promesses dans le domaine des droits de l'homme et d'une démocratie pluraliste, les sandinistes ont des liens de plus en plus étroits avec Cuba et l'Union soviétique; ils ont renforcé leur système de répression interne, ils ont appuyé la guérilla en El Salvador ainsi que le terrorisme au Honduras et au Costa Rica et ils continuent d'intensifier la puissance militaire de leur pays, menaçant ainsi la sécurité de leurs voisins.

74. M. CHAMORRO MORA (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : J'ai entendu la déclaration du représentant des Etats-Unis et, à un moment, il m'a semblé qu'il était en train de faire un compte rendu de la politique américaine au fil de l'histoire, et plus particulièrement en Amérique latine. Il a mentionné certains faits qui m'ont beaucoup étonné car nous voudrions sincèrement pouvoir en faire autant. Il a mentionné un si grand nombre de mouvements révolutionnaires de l'Amérique latine qui recevraient l'aide du Nicaragua qu'il faudrait être les Etats-Unis eux-mêmes, avec toute leur puissance militaire, pour pouvoir le faire. C'est précisément ce qu'ils font depuis le siècle dernier; ils en sont à peu près à leur centième intervention en Amérique latine depuis le siècle dernier, et pendant 30 ans de notre histoire notamment, ils n'ont cessé d'intervenir au Nicaragua.

75. J'ai demandé la parole simplement parce que certaines des expressions employées par le représentant des Etats-Unis m'ont étonné. Elles m'ont vraiment étonné parce que, à notre avis, ce qu'il a dit signifie que les valeurs morales de la société américaine sont au-dessous ce que l'on pourrait penser. Pour se justifier, il a dit que le Nicaragua se présentait au Conseil sous le moindre prétexte et que nous le faisons en général quand des négociations sont en cours à Contadora ou à Manzanillo, en Amérique centrale. Je ne savais pas non plus que le Gouvernement américain — parce que M. Sorzano représente le Gouvernement américain — attribuait si peu de valeur aux Américains qui ont trouvé la mort en territoire nicaraguayen au cours d'activités militaires. Si ce n'est pas un prétexte suffisant pour se présenter au Conseil de sécurité qui défend la paix et la sécurité internationales, c'est qu'ils accordent bien peu de valeur à la vie de leurs citoyens. Si je suis tellement étonné, c'est que nous accordons un grand prix à la mort d'un des nôtres, et pour un mort seulement, nous saisissons le Conseil autant de fois qu'il est nécessaire.

76. D'autre part, je voudrais préciser à M. Sorzano qu'au Nicaragua, il y a des citoyens américains qui font partie de brigades de travail dans le secteur de la production; ils le font par solidarité. Il est possible que des techniciens soient payés avec le peu d'argent dont dispose mon gouvernement. Mais — et je voudrais qu'il me contredise si ce que je dis est faux — je dirai qu'aucun Américain ne participe à une action armée, comme ce fut le cas pour les deux Américains qui sont morts récemment au Nicaragua. Les Américains qui vont au Nicaragua le font par solidarité; ils travaillent dans le secteur civil; ils ne participent pas à des activités militaires, alors que les mercenaires de la CIA le font au Honduras et en El Salvador.

77. M. Sorzano a parlé des entretiens de Manzanillo. Hier, la cinquième série de négociations s'est terminée entre le Vice-Ministre Tinoco et l'envoyé spécial pour l'Amérique centrale, comme précisément je l'ai mentionné

dans mon intervention. Nous sommes attristés, nous sommes préoccupés et nous souffrons de voir que les Etats-Unis, le plus grand empire du monde, ont une politique à double sens. Ils sont censés négocier avec un pays sous-développé, comme le Nicaragua, qui compte à peine 3 millions d'habitants, victime d'une agression, pour essayer de trouver une solution politique afin de résoudre les problèmes de l'Amérique centrale mais, en même temps, ils lancent des agressions contre nous et ils envoient des américains mourir sur le sol nicaraguayen. Il est certain que cela nous préoccupe. Nous pensons qu'il y a une dualité dans leur politique et un manque de sérieux et de sincérité de la part du Gouvernement américain.

78. En dernier lieu, je voudrais réaffirmer ce que j'ai dit en plusieurs occasions au Conseil de sécurité lors de débats antérieurs, à savoir que nous avons au Nicaragua des armes françaises, soviétiques, libyennes et également des armes américaines, du temps de Somoza, car vous n'avez pas voulu nous en vendre. Mais nous allons continuer à acquérir des armes, où que ce soit, aussi longtemps qu'il le faudra et aussi longtemps que les Etats-Unis continueront à nous attaquer, car nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas défendre notre souveraineté et notre intégrité territoriale.

79. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : La nature de la déclaration du représentant des Etats-Unis, M. Sorzano, m'oblige à présenter quelques observations.

80. Premièrement, la déclaration du représentant américain selon lequel les Etats-Unis n'auraient pas l'intention de renverser le Gouvernement du Nicaragua est fautive du début jusqu'à la fin, étant donné que, parallèlement à cette déclaration et à des déclarations similaires, les Etats-Unis d'Amérique, de façon pratiquement ouverte, continuent de financer, d'armer et de former des mercenaires qu'ils envoient en territoire nicaraguayen.

81. Deuxièmement, pourquoi les Etats-Unis agissent-ils de la sorte ? Nous avons entendu de la bouche du représentant des Etats-Unis la vieille rengaine de la menace soviétique, ou encore de la menace rouge. Mais ce n'est pas là qu'est la menace. En mars de l'an dernier, nous avons déjà eu l'occasion de rappeler au représentant des Etats-Unis que l'histoire connaît 81 cas d'intervention américaine contre les pays d'Amérique latine. La majorité écrasante de ces interventions ont eu lieu au moment où l'Union soviétique n'existait pas encore. Les raisons de l'intervention américain dans les pays latino-américains découlent de la politique constante du Gouvernement américain : empêcher le développement indépendant de ces pays dans les domaines économique, politique et social et à essayer de leur imposer le système américain.

82. Depuis mars 1983, lorsque j'ai dressé la liste des interventions américaines en Amérique latine, il y a eu une autre intervention américaine contre un petit Etat d'Amérique centrale, la Grenade. A ce jour, la liste des interventions américaines en Amérique latine s'établit ainsi : 14 contre le Mexique, 13 contre Cuba, 11 contre le Panama, 10 contre le Nicaragua, 9 contre la République dominicaine, 7 contre la Colombie, 7 contre le Honduras, 5 contre Haïti, 3 contre Porto Rico, 2 contre le Guatemala et enfin une contre la Grenade.

83. Ainsi, à ce jour les Etats-Unis ont recouru 82 fois à la force contre 11 pays d'Amérique latine. Ce sont là des faits que le représentant des Etats-Unis ne peut réfuter.

84. J'en viens à ma dernière observation qui concerne l'opiniâtreté avec laquelle les représentants des Etats-Unis, tant au Conseil qu'à l'extérieur, parlent de ce qu'ils appellent "le péril rouge". Cette persistance de leur part m'oblige à répéter une fois encore les caractéristiques de la politique américaine dont il a été question dans cette même salle il y a déjà trois ans. La politique actuelle des Etats-Unis dans l'arène internationale me rappelle le comportement du taureau devenu fou qui voit du rouge partout. Cette couleur rouge, le taureau la voit partout, non pas parce qu'elle existe mais parce que ses yeux sont injectés du sang de la folie.

85. M. SORZANO (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Je ne saurais laisser passer l'occasion qui m'est offerte par le représentant de l'Union soviétique de parler un peu d'histoire.

86. Il est en effet vrai — mais je ne suis pas en mesure de vérifier l'exactitude des chiffres fournis par le représentant soviétique — que dans le passé les Etats-Unis sont intervenus dans les pays latino-américains. Il est également vrai que ces pays sont aujourd'hui souverains et indépendants. Pour en avoir la preuve, il suffit de consulter les dossiers de la dernière session de l'Assemblée générale et de voir combien d'entre eux ont voté contre les Etats-Unis.

87. D'autre part, combien d'interventions l'Union soviétique a-t-elle commises ou est en train de commettre ? Cent trente-cinq mille de ses soldats sont en Afghanistan

où ils démolissent des villages entiers, ce qui engendre des millions de réfugiés, et cela sans même parler des pays d'Europe orientale qui ont été envahis et continuent d'être sous domination soviétique. S'il se trouve une personne pour ne pas me croire, je la mets alors au défi d'en trouver un seul parmi eux ayant voté contre l'Union soviétique à la dernière session de l'Assemblée générale.

88. Chaque pays a son histoire; aucun pays n'est parfait. Mais je dirai que les interventions américaines font bien piètre figure comparées à celles de l'Union soviétique.

89. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : Un trait caractéristique de la diplomatie américaine, notamment au Conseil de sécurité, est que les représentants des Etats-Unis évitent toujours de livrer le combat sur le champ de bataille. En fait, ils essaient toujours de se livrer à des manœuvres de diversion pour esquiver le combat. Cela signifie que le représentant des Etats-Unis n'est pas en mesure de traiter du fond de la question à l'examen. Le représentant des Etats-Unis nous a en effet dit que dans les pays latino-américains, victimes dans le passé d'interventions des Etats-Unis, on peut maintenant couler une existence heureuse. Mais que voient les Etats-Unis s'ils regardent ce qui se passe au sud de leur frontière, au Mexique ? Le résultat de l'intervention américaine du Mexique s'est soldé par l'annexion de plus de la moitié du territoire de ce pays, ce qui revient à dire que le territoire de 10 Etats des Etats-Unis a été soustrait au territoire mexicain — six entièrement et quatre partiellement.

90. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : La prochaine réunion du Conseil de sécurité sur l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour sera fixée en consultations avec les membres du Conseil.

*La séance est levée à 17 h 30.*

NOTE

<sup>1</sup> *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)* (publication n° 499 de la Cour internationale de Justice).

---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

#### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---